



Agence Française
de Développement
Appui à la Gestion des
Connaissances (AGC)
Direction de la Stratégie
Département de la Recherche
5, rue Roland Barthes
75012 Paris / France
www.afd.fr

kaléidoscope

Editorial

Crise de légitimité au FMI

Le FMI s'est engagé dans des réformes visant à moderniser ses activités et sa gouvernance après 62 années d'existence. Il doit notamment mettre à jour la représentation des pays membres en rééquilibrant les quotes-parts de sorte que celles-ci reflètent l'émergence de nouvelles puissances économiques (Chine, Inde, Brésil) tout en préservant la représentation des pays à faible revenu. Ces réformes doivent être achevées avant l'Assemblée annuelle de 2008 au plus tard. Le programme englobe une série initiale d'augmentations ponctuelles de la quote-part de la Chine, de la Corée, du Mexique, de la Turquie ; l'établissement d'un nouveau mode de calcul de la souscription de chaque pays membre ; une seconde série d'augmentations ponctuelles des quotes-parts sur la base de la nouvelle formule de calcul ; l'élaboration d'une proposition d'augmentation des voix de base de chaque pays membre, garantissant la bonne représentation au FMI des pays à faible revenu. La modification de la méthode de calcul des quotes-parts est un processus et une question complexes tant sur le plan conceptuel que technique et politique, contraignant le FMI à dégager un consensus très large à ce sujet. Ce qui relève du défi.

Les grandes lignes de la réforme

Désigné le 28 septembre dernier pour succéder à l'Espagnol Rodrigo Rato démissionnaire, Dominique Strauss-

Kahn, qui accèdera début novembre à la tête du FMI, a évoqué les grandes lignes de la réforme qu'il mènera au sein de l'institution en crise, s'engageant à mener « le plus rapidement possible » la réforme des quotes-parts. L'Europe et la Russie devront abandonner un peu de leurs quotes-parts au profit d'autres pays.

Sont également concernés par la réforme : le recrutement du personnel, la représentation des pays pauvres et en émergence. Enfin, le processus de désignation du directeur général du FMI, poste traditionnellement occupé par un Européen, est remis en question : celui-ci devrait être « choisi pour ses mérites sans la moindre référence à sa nationalité ».

Le FMI traverse également une crise de financement liée à la forte croissance de l'économie mondiale. De moins en moins de pays ont recours à ses prêts et l'institution doit dès lors trouver de nouvelles sources de financement. Le Fonds devra organiser une réduction de ses dépenses.

M. Strauss-Khan, qui adhère aux recommandations du rapport Crockett paru en début d'année, réaffirme le rôle actif que doit avoir le FMI dans les pays à faibles revenus – sans toutefois se substituer aux agences de développement - dans un contexte de stabilité macroéconomique pour la réduction de la pauvreté.

AP

Dans ce numéro

DEFIS MONDIAUX

- Micro-assurance
- Démographie

GEOGRAPHIES

- Algérie
- Niger

ORGANISATIONS

- CEA
- SEM

DEBATS SUR L'AIDE ■ Advancing Development ■ Reconsidering Food Aid: the Dialogue Continues ■ Toward the Enhanced Effectiveness of Foreign Aid

A NE PAS MANQUER ■ Les trois mondes de l'Etat-providence : essai sur le capitalisme moderne ■ Pauvreté, citoyenneté et participation ■ Etats-Unis : l'exception démographique

Défis mondiaux

Micro-assurance

L'ouvrage

Guide pour l'étude de faisabilité de systèmes de micro-assurance santé : Tome 1 Tome 2

BIT, 2005, 99 p. - **Cote H3.169**

Ce guide a été réalisé dans le but d'aider les promoteurs des systèmes de micro-assurance à réaliser une étude de faisabilité, qui devrait permettre la mise en place de systèmes de santé dans les pays en développement. L'ouvrage permet d'analyser les conditions préalables à la constitution d'un système et surtout de déterminer les caractéristiques nécessaires à la viabilité et à son efficacité. Le guide est organisé en deux tomes. Le premier, relatif à la démarche, aidera les acteurs à organiser la conduite de l'étude. Le second, portant sur les outils, apportera un appui concret pour la mise en pratique de la démarche.

Le rapport web

Rapport d'activité du Groupe de recherche en appui aux politiques de coopération : organisation des sociétés civiles (GRAP-OSC) pour l'année 2 - Décembre 2005 - Août 2006

Groupe de recherche en appui à la politique - Organisations de la société civile (GRAP-OSC), 2006, 106 p.

Les recherches du GRAP-OSC portent sur le rôle des organisations de la société civile (OSC) dans les processus de lutte contre la pauvreté en Afrique subsaharienne, notamment dans le secteur de la microfinance et de la micro-assurance de santé. Une évaluation des instruments de la coopération en appui à celles-ci est accompagnée d'une formulation d'approches innovantes d'interventions. Le rapport examine dans quelle mesure l'implication des OSC dans les secteurs de la microfinance et de la micro-assurance de santé / des mutuelles de santé (MASMUT), peut ou non favoriser une meilleure accessibilité des

démunis à ces services. Il détermine comment l'appui aux OSC pourrait favoriser une meilleure régulation du secteur et établit, sur la base d'enquêtes de terrain, un cadre d'analyse spécifique pour étudier dans quelle mesure l'organisation de services de microfinance et de MASMUT au sein d'une seule structure faciliterait ou non l'accès des démunis.

L'article

Compte rendu de la Conférence sur la micro-assurance : IntoAction - Micro-assurance : l'assurance au service des pauvres

Churchill, G. ; Reinhard, D. ; Qureshi, Z., 2006, 10 p.

La micro-assurance en est encore à ses débuts. Le thème de l'assurance des pauvres n'est pas suffisamment débattu au sein des industries de l'assurance et de la réassurance. Disposant de très vastes connaissances, les assureurs traditionnels pourraient contribuer à raccourcir la période d'apprentissage des micro-assureurs. Cette conférence qui s'est tenue en Allemagne du 18 au 20 octobre 2005 a donné une forte impulsion à la micro-assurance. Une centaine d'experts se sont réunis pour faire le point sur les obstacles auxquels elle se heurte et les possibilités qu'elle offre. Les bailleurs de fonds ont été invités à faciliter l'établissement des liens et à faire partager leur savoir-faire, de façon à coordonner leur activité avec d'autres financiers de la micro-assurance, ainsi qu'avec les programmes de protection sociale gouvernementaux et les initiatives du secteur privé de l'assurance. Il a été rappelé aux gouvernements qu'ils ont un rôle à jouer en matière d'offre de micro-assurance en fournissant une couverture d'assurance par le biais de leurs programmes de protection sociale, en créant un environnement réglementaire approprié et en permettant au secteur formel d'accéder au marché des populations à faible revenu.

Défis mondiaux

Démographie

L'ouvrage

Rapport sur le développement dans le monde 2007 : développement et générations futures

Banque mondiale, 2007, 550 p. - Cote **BM.07-02**

Selon le rapport, l'ensemble des pays en développement compte, à l'heure actuelle, 1,3 milliard de jeunes. Ce chiffre sans précédent représente selon les auteurs une occasion optimale d'investir dans les jeunes en question, en meilleure santé et mieux instruits que les générations antérieures. Mais elle présente également des risques. En effet, ne pas saisir cette occasion de préparer les jeunes au monde du travail risquerait d'aboutir à des tensions sociales généralisées. Près de la moitié des personnes actuellement sans travail dans le monde sont des jeunes, et, dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, ce sont 100 millions d'emplois qui devraient être créés d'ici à 2020 pour stabiliser la situation.

Le rapport web

40ème session de la Commission de la population et du développement de l'ONU (New York - 9 au 13 avril 2007). Les changements de la structure par âge de la population et leurs conséquences sur le développement : contribution de la France

MAE, Ministère de l'Emploi, de la cohésion sociale et du logement, 2007, 22 p.

Organe subsidiaire du Conseil économique et social (Ecosoc) de l'ONU, la Commission de la population et du développement (CPD) a pour mandat de faire réaliser des études et de formuler des recommandations à l'Ecosoc sur les questions démographiques, l'intégration des stratégies démographiques dans les politiques de développement, ainsi que sur l'évaluation de l'application du programme de la Conférence du Caire (1994) sur la population et le développement. La Commission rassemble les représentants de 47 pays membres élus par l'Ecosoc sur la base d'une répartition géographique pour 4 ans. La Commission se réunit chaque année au printemps au siège de l'ONU à New York. Elle consacre habituellement l'essentiel de ses travaux à l'examen d'un thème précis. En 2007, le thème

L'AGENDA

- 10-12 octobre 2007 - 1ère réunion plénière du GAFI-XIX, Groupe d'Action Financière (GAFI), Paris, France
- 19 octobre 2007 - Colloque Adaptation aux changements climatiques, quelle stratégie pour les acteurs de l'eau ? Cercle français de l'eau, Paris, France
- 24-26 octobre 2007 - Conférence Climat 2050 : solutions technologiques et politiques, Véolia Environnement, Pew Center Montréal Canada
- 24-27 octobre 2007 - Colloque Villes, Patrimoine et Développement, AIMF, CGLU, Hué, Vietnam
- 5-7 novembre 2007 - Colloque Energie solaire et Bâtiment, Adem, EnerPlus, Paris, France

de la session est le changement de la structure par âge de la population et ses conséquences sur le développement. Pour la France, la direction de la population et des migrations du ministère de l'Emploi, de la cohésion sociale et du logement est chargée chaque année de coordonner, en liaison avec le ministère des Affaires étrangères, l'élaboration de la contribution française à cet événement.

L'article

Démographie, économie, développement : l'enjeu stratégique de l'Afrique du Nord

Daguzan, J.-F., 2006, 10 p.

L'auteur de cet article considère la question économique comme centrale pour l'Afrique du Nord. Il est intéressant de la rapporter à une autre problématique, qui relève parfois du fantasme côté européen : la démographie. Il est en effet difficile d'aborder l'une sans l'autre. A la jonction de ces deux thèmes se profile la question de l'immigration. En dehors du cas égyptien, l'analyse des données démographiques est plutôt favorable à long terme (2050). Mais, en matière de développement économique, les conditions sont moins optimistes. Les Etats d'Afrique du Nord, à l'exception de l'Egypte, ont déjà entamé leur transition démographique. Mais le pic de population va se situer autour de 2030-2035. Sauf à produire un effort considérable en un temps très court, l'économie ne sera pas au rendez-vous de la démographie.

Géographies

Algérie

L'ouvrage

L'ordre et le désordre

Toualbi, N., 2007, 173 p. - Cote PDZ.026

« La question fondamentale - je devrais même dire lancinante - qui, en réalité, fait le prétexte théorique de ce livre est celle de savoir pourquoi l'Algérie, dont on dit qu'elle est aujourd'hui riche de plus de 50 milliards de dollars de réserves de change et qui s'enorgueillit d'être une nation chargée d'une histoire dense et plurielle, ne parvient toujours pas, quarante années après son indépendance nationale, à « décoller » économiquement, à se structurer sociologiquement et à s'organiser politiquement. Par delà les points de vue traditionnels, économiques et politiques envisagés à la question et que résume aujourd'hui l'argument simiesque de la « mauvaise gouvernance », se peut-il que le véritable motif de cet immobilisme socio-économique et culturel ou de cette « transition bloquée » comme disent les sociologues, soit à rechercher ailleurs qu'à travers ces thèmes conventionnels ?...» (Extrait de l'introduction).

Le rapport web

Algérie questions choisies

FMI, 2007, 34 p.

L'Algérie a obtenu des résultats encourageants en matière de croissance au cours de la dernière décennie. Pour l'avenir, un des enjeux majeurs consistera à placer les secteurs hors hydrocarbures sur la voie d'une croissance économique plus forte et plus durable de façon à améliorer les perspectives de croissance et à réduire le chômage. Le secteur hors hydrocarbures représente les deux tiers du PIB et 98 % des emplois, mais ne produit qu'une part négligeable des exportations. La croissance du PIB réel hors hydrocarbures a sensiblement augmenté depuis 2001, affichant un taux annuel de croissance d'environ 5,5 % en moyenne au cours de la période 2002-2005. Toutefois,

cette performance est restée relativement modeste par rapport à celle affichée récemment par la plupart des autres pays producteurs de pétrole de la région Moyen-Orient Afrique du Nord.

L'article

Secteur de l'eau en Algérie : le programme d'assistance technique remboursable

Khelladi, M., Lettre d'information trimestrielle du groupe de la Banque mondiale, n° 3, septembre 2006, 26-28 p.

L'Algérie fait encore face aujourd'hui à des difficultés en matière d'alimentation en eau potable et d'assainissement, en particulier dans les régions importantes en termes de PIB et à forte densité de population. Pendant longtemps, l'action a essentiellement porté sur la réalisation de grandes infrastructures (barrages, transferts d'eau...) plutôt que sur la gestion de la ressource ou le renforcement institutionnel. Aujourd'hui, environ 70 % des coûts d'exploitation et de maintenance du service de l'eau sont rémunérés par le tarif. En 2005, le ministère de la Ressource en eau (MRE) a demandé l'assistance technique de la Banque mondiale pour mettre en oeuvre la participation du secteur privé. La Banque mondiale a tenu à ce que l'ensemble des parties prenantes participent au processus d'amélioration des services de l'eau et d'assainissement dans trois grandes villes (Oran, Annaba, Constantine). Cette approche participative était essentielle pour mieux appréhender les réalités et les besoins locaux ainsi que les réalités escomptées au niveau national.

Géographies

Niger

L'ouvrage

Islam, sociétés et politique en Afrique subsaharienne : les exemples du Niger, du Nigeria et du Sénégal

Souley, H., Moyet, X., Seck, A., Zakari, M., 2007, 210 p. - Cote ZAS.063

Les auteurs de cet ouvrage proposent une série de relectures de l'islam subsaharien. Les évolutions en cours modifient progressivement les repères mis en place par la littérature scientifique des cinquante dernières années et obligent à une remise en chantier des analyses. Trois pays ont été choisis comme témoins privilégiés de l'évolution de la question musulmane en Afrique de l'Ouest qui, par leur histoire, représentent de véritables laboratoires en matière d'islam. Dans l'Afrique d'aujourd'hui, nulle part la séparation entre le politique et le religieux n'est jugée acceptable. Aucun État de droit n'est jugé possible s'il n'est consacré par la shari'a du côté musulman, et par la référence à la Bible du côté évangélique et pentecôtiste. L'islam prend donc toute sa place dans ces réveils religieux en chaîne, qui constituent sans doute, de façon paradoxale pour le spécialiste en sciences sociales, un mode d'accès imprévu à la modernité.

Le rapport web

Etude de la régénération naturelle assistée dans la région de Zinder (Niger) : une première exploration d'un phénomène spectaculaire

Lanwanou, M. ; Abdoulaye, M. ; Rej, C., 2007, 56 p.

Ce rapport présente les résultats d'une étude dont l'objectif était d'explorer l'échelle de la régénération naturelle assistée (RNA) au Niger, dans les départements de Magaria, Matameye et Mirriah, ainsi que ses impacts sur les conditions de vie de la population, et d'identifier ce qui a motivé les paysans à protéger et à gérer les arbres. Il souligne que la crise écologique des années 70 et 80 a motivé les paysans à protéger les jeunes arbres de façon plus systématique et massive que par le passé. Parallèlement, les politiques nationales, inspirées de l'Engagement de Maradi (1984), ont favorisé la vulgarisa-

L'AGENDA

- 9 -10 octobre 2007 - Conférence microfinance en Inde, New Delhi, Inde
- 22 octobre 2007- 6ème Conférence ministérielle Euro-Med sur le commerce, Commission européenne, Lisbonne, Portugal
- 23-26 octobre 2007 - 7ème Forum Eurafric : Eau et Energie en Afrique, Union européenne, Lyon, France
- 24-26 octobre 2007 - 7ème Forum sur la gouvernance en Afrique, PNUD, Sidwaya, Burkina Faso
- 29-30 octobre 2007 - Sommet « Connecter l'Afrique », Union Internationale des Télécommunications (UIT), Kigali, Rwanda

tion de la régénération naturelle assistée. Le projet de renforcement des services d'appui à l'agriculture (1988-1998) a formé des producteurs en matière de défrichement amélioré et de protection et entretien de la RNA.

L'article

Résumé de l'évaluation du climat d'investissement au Niger

Banque mondiale, 2007, 4 p.

Bien que le Niger connaisse actuellement une croissance économique positive, celle-ci ne semble avoir qu'un impact limité sur la pauvreté. Ainsi, en 2005, environ 62 % de la population était toujours sous le seuil de pauvreté. L'un des défis auquel est confronté le Niger est celui de la diversification des sources de croissance future, pour faire face plus aisément aux fluctuations climatiques et aux variations des cours des produits primaires qui affectent la croissance économique, sa durabilité et sa soutenabilité et, *in fine*, la réduction de la pauvreté passe par un développement et une diversification des activités économiques du secteur privé, requérant un climat des investissements plus propice. Cette note synthétise les résultats d'une évaluation du climat des investissements (ECI) réalisée au Niger en 2006. Elle est basée sur une enquête auprès de 138 entreprises formelles et 108 firmes informelles à Niamey et Maradi.

Organisations

CEA

L'ouvrage

La Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique

Biffot, R., 2007, 261 p. - Cote ZAF.081

Cet ouvrage porte sur la politique complexe et de longue haleine de décentralisation régionale de certaines activités de l'Organisation des Nations Unies qui a débouché sur la création et l'accroissement des responsabilités des cinq bureaux régionaux de celle-ci. Depuis plusieurs décennies, l'Assemblée générale et le Conseil économique et social de l'ONU affirment, tour à tour, que ces commissions régionales sont, « dans leurs régions respectives, en matière de développement économique et social, les principaux centres régionaux des activités du système des Nations Unies ». Les nombreux travaux d'évaluation du fonctionnement et des activités de l'Organisation nous informent du contraire et contiennent des propositions de réforme radicale de ces bureaux, et de la CEA en particulier.

Le rapport web

Repositionner la CEA : mobiliser les ressources régionales pour répondre aux priorités du développement de l'Afrique

Commission économique pour l'Afrique, 2007, 43 p.

L'analyse des défis que l'Afrique doit relever et de l'avantage comparatif de la CEA dans le contexte régional impose clairement d'affiner les priorités du programme de la Commission pour éviter le chevauchement des activités et promouvoir les complémentarités. Tout en conservant sa capacité d'analyse et de partage des connaissances des secteurs de développement, la CEA doit renforcer les partenariats en créant des réseaux plus dynamiques avec les principales parties prenantes. La CEA doit également axer ses opérations sur un nombre

réduit de secteurs et de thèmes pour lesquels sa compétence et sa contribution sont largement reconnues. La CEA, conformément à son mandat et au programme de l'Union africaine, s'emploiera désormais à obtenir des résultats dans les deux domaines suivants : promouvoir l'intégration régionale pour appuyer la vision et les priorités de l'Union africaine ; répondre aux besoins particuliers de l'Afrique et aux nouveaux défis mondiaux.

L'article

Programme pluri-annuel entre la CEA et les communautés économiques régionales d'Afrique centrale (25ème session du CEI, avril 2007)

Bakyono, A.-M., 2007, 10 p.

A la suite d'audits effectués sur le fonctionnement des Bureaux sous-régionaux (BSR) et de consultations internes et externes par la CEA dans le cadre de son repositionnement, il a été décidé la mise en place d'un programme pluri-annuel pour l'Afrique centrale. Celui-ci aura pour objectifs le renforcement de l'intégration régionale par l'appui aux communautés économiques régionales et la promotion de la bonne gouvernance ; la consolidation des performances macro-économiques via le soutien du secteur privé, la coopération dans les secteurs du commerce, de l'agriculture et de l'environnement et la mise en œuvre des ODM ; enfin, le développement des infrastructures et la promotion des NTIC.

Organisations

SEM

L'ouvrage

Le guide des sociétés d'économie mixte locales

Ministère de l'Intérieur et de l'aménagement du territoire, 2007, 130 p.

Cet ouvrage fait le point sur les règles de constitution des sociétés d'économie mixte locales, et sur l'état du droit tel qu'il résulte des textes, de la jurisprudence nationale et européenne et de la doctrine administrative, tout en apportant un éclairage sur le droit européen. Conçues comme des outils destinés à permettre aux collectivités territoriales d'exercer pleinement leurs compétences, dans le respect de la liberté du commerce et de l'industrie et de l'intérêt général, les sociétés d'économie mixte locales (SEML) ont été dotées par la loi n° 83-597 du 7 juillet 1983 d'un véritable statut. Les 1 130 sociétés existantes gèrent un chiffre d'affaires de 13,8 milliards d'euros. Depuis quelques années, d'importants aménagements législatifs ont permis de moderniser les relations financières entre les SEML et les collectivités et de sécuriser le statut des élus siégeant dans les conseils d'administration de ces sociétés.

Le rapport web

Fédération des SEM : rapport d'activité 2006

Fédération des sociétés d'économie mixte, 2007, 42 p.

Qu'est-ce qu'une SEM ? A cette question, la Fédération des SEM apporte une réponse claire : ce sont des entreprises publiques locales, c'est-à-dire des sociétés contrôlées par les collectivités locales dédiées au développement des territoires. Une SEM se caractérise par sa nature d'entreprise commerciale, son capital public majoritaire et sa vocation à satisfaire l'intérêt général. Son marché est un territoire. Son métier est de développer. Un partenariat durable entre les acteurs publics et privés est sa

L'AGENDA

- 9 octobre 2007- Conseil général de l'OMC, Genève, Suisse
- 15-16 octobre 2007 - Forum mondial de l'OCDE sur les échanges : commerce, innovation et croissance, OCDE, Paris, France
- 15 octobre-2 novembre 2007 - Comité des droits de l'homme, Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme (HCDH), Genève, Suisse
- 16-17 octobre 2007 - Réunion d'experts sur la participation des pays en développement dans les nouveaux secteurs porteurs du commerce mondial : la dimension Sud-Sud, CNUCED, Genève, Suisse
- 20-21 octobre 2007 - Réunion annuelle du FMI et de la Banque mondiale

valeur ajoutée. Pour les SEM, le Congrès de Strasbourg qui s'est tenu en octobre 2006 marque un double anniversaire : les 80 ans des décrets-lois Poincaré, véritable acte juridique de naissance de l'économie mixte locale, et les 50 ans de leur Fédération, créée en 1956.

L'article

50 questions sur les sociétés d'économie mixte locales (SEML)

Le Courrier des maires et des élus locaux, n° 195, 2006, 17 p.

Ce dossier élaboré sous forme de questions / réponses rappelle les principes fondamentaux, les moyens d'action, le financement, la gestion, le contrôle et les sanctions concernant les SEML. Les SEML sont devenues des acteurs majeurs de l'économie locale. Elles sont au nombre de 1 130, présentent un chiffre d'affaires cumulé de 13,8 milliards d'euros et emploient 65 500 salariés. La réforme entreprise en 2002 répond aux principales insuffisances de la loi du 7 juillet 1983. Elle vise à concilier les exigences du service public et le droit des affaires.

Débats sur l'aide

L'ouvrage

Advancing Development

Mavrotas, G. ; Shorrocks, 2007, 848 p. - Cote

Cet ouvrage passe en revue l'ensemble des thèmes centraux de l'économie mondiale et leur impact sur l'économie des pays en développement. Préfacé par Amartya Sen, il rassemble les contributions de différents auteurs qui rendent compte de l'évolution des idées en termes d'économie du développement. L'ouvrage fait d'abord un retour en arrière. Il explore ensuite les débats actuels et les défis rencontrés, la voie de la réalisation des Objectifs du Millénaire puis propose différents scénarii possibles pour les vingt prochaines années. L'ouvrage traite huit thèmes articulés en huit chapitres : rétrospective de l'économie du développement, inégalités et conflit, développement humain et bien-être, mondialisation, financement du développement, croissance et pauvreté, stratégies de développement, perspective de l'économie du développement.

Le rapport web

Reconsidering Food Aid: the Dialogue Continues

Simmons, E. B., 2007, 140 p.

Le partenariat contre la faim et la pauvreté en Afrique a organisé un atelier en mai 2006, dans le but de générer un dialogue élargi sur le futur de l'aide alimentaire américaine. Ce rapport analyse en profondeur les quatre grandes questions sur lesquelles les participants ne sont pas parvenus à un accord, à savoir les objectifs et les niveaux de ressources en matière de politique d'aide alimentaire sont-ils en adéquation avec les besoins et les opportunités associées à l'aide alimentaire ? L'aide alimentaire est-elle adaptée au défi que représente la réduction de la faim et de la pauvreté ? L'information est-elle utilisée de manière efficace pour améliorer l'impact de l'aide alimentaire et éviter les effets pervers potentiels ? La population américaine cautionne-elle la nécessité de multiplier les efforts en faveur de la lutte contre la faim et la pauvreté ?

L'AGENDA

- 24 octobre 2007 - Journée mondiale de l'information sur le développement
- 23-25 octobre 2007 - Groupe consultatif de l'OCDE (Atelier régional sur l'efficacité de l'aide et des systèmes participatifs en Afrique de l'Ouest), OCDE, Cotonou, Bénin
- 24-25 octobre 2007 - 410ème Comité du fonds européen de développement (FED), Commission européenne, Bruxelles, Belgique
- 6 novembre 2007 - Examen par les pairs du Comité d'aide au développement (CAD), Espagne, Paris, France
- 6-7 novembre 2007 - Forum sur l'équité et le développement, organisé conjointement avec le Ministère français des Affaires étrangères, le Haut conseil de la coopération internationale, le Réseau Impact et la Banque mondiale, Paris, France

L'article

Toward the Enhanced Effectiveness of Foreign Aid

Ranis, G., 2007, 7 p.

Au moment où la question de l'efficacité de l'aide soulève le plus grand pessimisme, les donateurs semblent déterminés à augmenter de manière substantielle les volumes d'aide qu'ils sont prêts à accorder aux pays en développement. Cet article s'intéresse à ce paradoxe, s'appuyant sur les performances enregistrées dans le passé. Il propose un nouveau mode opératoire fondé sur le principe d'un moindre volontarisme de la part des donateurs. Ces derniers devraient, selon l'auteur, se cantonner à un rôle de banquier et laisser les bénéficiaires déterminer eux-mêmes ce qu'il est possible de faire ou qu'il convient de ne pas faire en matière de réformes. Ils se forgeraient ainsi une sorte d'auto-conditionnalité avant de rencontrer la communauté des bailleurs de fonds.

A ne pas manquer

L'ouvrage

Les trois mondes de l'Etat-providence : essai sur le capitalisme moderne

Esping-Andersen, G., 2007, 320 p. - Cote E1.092

Peu de débats dans les sciences sociales contemporaines ont retenu autant l'attention que le changement de nature de l'Etat-providence dans les sociétés occidentales. Gosta Esping-Andersen est l'un des meilleurs spécialistes de ce sujet. Il apporte dans ce livre - qui est aujourd'hui considéré comme un classique - une analyse originale de la forme et du rôle de l'Etat-providence dans le fonctionnement des sociétés occidentales contemporaines. Esping-Andersen distingue plusieurs types d'Etat-providence en reliant chacun d'entre eux à l'histoire du développement économique, social et politique des principaux pays occidentaux. Selon lui, les processus économiques qui conduisent à un ordre social post-industriel ne sont pas déterminés par les forces autonomes du marché, mais bien par la nature des Etats et leurs différences. Richement documenté par des matériaux comparatifs et complété par un épilogue spécialement écrit pour l'édition française, ce livre fournit des clés d'analyse à tous ceux qui réfléchissent sur les problèmes du développement et se préoccupent de l'avenir des sociétés post-industrielles. Il constitue en cela une référence incontournable pour les étudiants, les enseignants et les chercheurs en sociologie, économie et science politique.

Le rapport web

Pauvreté, citoyenneté et participation. Quatre positions dans le débat sur les modalités d'organisation de la participation des habitants dans les quartiers d'habitat social

Carrel, M., 2007, 20 p.

La pauvreté et la citoyenneté sont-ils antinomiques ? Si le principe de l'égalité politique est au fondement de la démocratie, il semble que le soupçon d'incapacité, hérité de l'histoire, continue de peser sur les pauvres. Derrière le consensus apparent sur la nécessité de faire participer les habitants dans le cadre des politiques socio-urbaines mises en œuvre dans les quartiers d'habitat social français depuis la

fin des années 1970, cet article étudie les conflits sous-jacents relatifs aux différentes conceptions de la démocratie et des compétences civiques des habitants des quartiers pauvres urbains. Marion Carrel propose une grille de lecture qui synthétise quatre positions dans le débat, repérées chez les professionnels de la politique de la ville, mais également chez les chercheurs, militants et consultants spécialisés sur la question de la participation.

L'article

Etats-Unis : l'exception démographique - Tendances et implications des évolutions démographiques aux Etats-Unis

Eberstadt, N., *Futuribles*, n° 333, 2007, pp. 19-34

Dans cet article consacré à l'exception démographique américaine, l'auteur souligne à quel point le dynamisme démographique des Etats-Unis place ce pays dans une situation très particulière comparativement aux autres grands pays développés. Il présente tout d'abord l'exceptionnel niveau de fécondité des femmes américaines par comparaison avec celles du continent européen, ainsi que les facteurs susceptibles d'expliquer cette différence. Il rappelle ensuite le rôle particulier de l'immigration dans le peuplement américain et l'impact que ce modèle migratoire spécifique conserve en matière de dynamisme démographique. Enfin, extrapolant les tendances ainsi présentées, l'auteur dessine quelques évolutions possibles pour cette exception démographique américaine à l'horizon 2025 : il insiste en particulier sur l'accroissement de la divergence Etats-Unis / Europe au plan démographique et les possibles conséquences qui pourraient en découler en matière économique et géopolitique.

Au sommaire du prochain numéro

- DEFIS MONDIAUX : Femme, Culture
- GEOGRAPHIES : Tunisie, Pakistan
- ORGANISATIONS : UEMOA, ACDI

Cette revue mensuelle des publications sur le développement a pour ambition de donner chaque mois, de façon synthétique, un écho particulier aux contenus scientifiques et techniques des principales revues et publications mondiales traitant les différentes dimensions du développement. Cette revue s'attache notamment à la restitution des contenus publiés par les éditeurs et revues suivantes et n'engage donc pas la responsabilité de l'AFD :

A propos Africa confidential • African business magazine • African review of money finance and banking • Afrique agriculture • Afrique éducation • Aghrymet • Bulletin Alter-agri • Alternatives économiques • Alternatives internationales • Arabies • Archimède et Léonard • Les carnets de l'Aitec • Ashgate • Assexport • Autrepart • Aventure au XXème siècle • Banque magazine • Bois et forêts des tropiques • Bulletin de l'Union européenne • Bulletin d'informations économiques et commerciales Nigéria • Bulletin du club du Sahel • Bulletin du Conseil général du Gref • Bulletin du Fmi • Bulletin du Parlement européen • Bulletin économie solidaire Ires • Bulletin Medcoop • Bulletin mensuel de la Commission des opérations de bourse • Bulletin Objectif Terre • Bulletin officiel de la Banque de France • Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission d'Outre-mer (leom) • Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission des Dom (ledom) • Bulletin tropical Cahiers/agriculture • Les Cahiers de l'Ifri • Les Cahiers de l'Outre-mer • Les Cahiers d'études et de recherches francophones • Cambridge Journal of Economies • Choix • La chronique Amnesty International • Commerce international du bois • Le Courrier de la planète • Le Courrier des Pays de l'est • Le Courrier du maire • Critique internationale • Déchets, sciences et technique • Diagonflash • Dialogue • Eau potable • Ecoliers du monde • Economia • Economica • Economie et humanisme • Economie et prévision • Economie et sociétés • Economie et statistique • Economie internationale • L'Economie politique • Economie rurale • Energie plus environnement et techniques • L'Environnement magazine, décision environnement • Revue études • Les études de la Dgcid • Etudes foncières • L'Expansion Management Review • Eyrolles • Faim et développement magazine • Far Eastern Economic Review • Finances et développement • Bulletin d'information forêt méditerranéenne • Forum du commerce international • Fraternelle • Fruitrop • Gafi - bulletin d'informations • Géopolitique • Gérer et comprendre - annales des mines • Grain de sel • Gret • L'Harmattan • Health Policy and Planning • Hérodote • Hommes & migrations • Hydro plus magazine • Industry and Environment • Infosuma • Insee première • International Rubber Digest • IRD • Journal des Communautés européennes • Journal of African Economies • Journal of Microfinance • Khartala • Lettre Africa Energy Intelligence • Lettre d'information de l'Adea • Lettre d'information de l'Eadi • Lettre de conjoncture Bnp Paribas • Lettre de la profession bancaire • Lettre de l'Atibt • Lettre de l'Isted • Lettre de l'Océan indien • Lettre de Profession politique • Lettre de transparence • Lettre du blanchiment • Lettre du Cean • Lettre du Cepii • Lettre du Sahel • Lettre Gereso • Lettre mensuelle d'Equilibre et populations • Lettre mensuelle leom • Lettre mensuelle ledom • Liaisons énergies francophonie • Litec • Maghreb sélection • Marchés des céréales • Marchés du riz • Le Marin • Middle East Economic Digest • Mining journal • Le Moci • Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment • Nord- Sud Export • Les Notes bleues de Bercy • Note de conjoncture de l'Insee • Notes et études documentaires • Notes rapides de l'Iaurif • Les Nouvelles calédoniennes • Les Nouvelles d'Addis • Nouvelles de l'Uit • Nouvelles du sud • Nouvelles économiques et financières de Tunisie • Les Nouvelles de l'Office international de l'eau • L'Observateur de l'Ocde • Observations et diagnostics économiques • Ocde • Oil World • Option finance • Péninsule • Perspectives de l'alimentation Fao • Perspectives économiques de l'Ocde • Pétrole & gaz informations • Peuples en marche • Politique africaine • Politique étrangère • Problèmes économiques • Repères émergents • Revue Cambodge actualités • Revue d'économie du développement • Revue d'économie financière • Revue d'économie industrielle • Revue d'économie politique • Revue de la stabilité financière • Revue des concessions et délégations de service public • Revue des transports urbains • Revue des questions humanitaires • Revue du Trésor • Revue économique et sociale • Revue humanitaire • Revue Tiers monde • Rice Situation and Outlook Report • Santé et travail • Savings and Development Sciences • Journal sécheresse • Small Enterprise Development Journal • Sociétal • Sugar and sweetener • Syfia international • Systèmes solaires • Techniques financières et développement • Techniques culturelles simplifiées • Transports urbains • Transport international Urbanisme • Vietnam Investment Review • Villes en développement • Vivre autrement • World Bank Economic Review • World Bank Research Observer • World Development • World Economic and Financial Surveys • World Economic Outlook.

Responsable de la rédaction : Véronique SAUVAT

Coordination : Annie LOPEZ-PORTZERT, Véronique SAUVAT

Réalisation : Hadj LAKHAL, Daniel LAMORLETTE, Annie LOPEZ-PORTZERT, Chantal SARALLIER, Sylvie SCIANCALEPORE

Graphisme : Solange Münzer • **Saisie/mise en page :** Francine GILBERT

ISSN 1776-1069

Pour contacter RCH/AGC : 01 53 44 36 43